

Hervé QUATRELIVRE  
Administrateur salarié d'Enedis

Monsieur Jean-François CARENCO  
Président  
Commission de Régulation de l'Energie  
15, rue Pasquier  
75379 – PARIS CEDEX 08

Objet : Réponse à la consultation du 4 mai 2017  
relative au commissionnement fournisseur

La Défense, le 29 mai 2017

Monsieur le Président,

En tant qu'administrateur salarié d'Enedis, j'ai lu avec intérêt la consultation en date du 4 mai 2017 et relative au commissionnement fournisseur.

Si le sujet a fait l'objet de délibérations de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), seule la consultation publique du 3 mai 2016 a abordé des éléments chiffrés. Malheureusement, le sujet était noyé dans l'ensemble des évolutions de TURPE 4 HTB et TURPE 4 HTA/BT, et l'on peut regretter qu'à ce jour la CRE n'a pas publié les réponses à cette consultation. Le sujet a été aussi abordé de manière théorique dans la consultation du 24 mai 2016, au §3.2.4, et effleuré dans la consultation du 27 juillet 2016, au §2.7.3.

A chaque consultation, j'ai écrit à votre prédécesseur pour exprimer la position des agents d'Enedis, dans mes courriers du 17 mai, du 24 juin, et du 15 septembre 2016. La présente consultation est l'occasion pour moi de réaffirmer le point de vue des agents d'Enedis.

Le commissionnement fournisseur est selon moi un sujet à tiroirs, et il est nécessaire de passer du temps pour en comprendre la justification et les péripéties. De plus, un certain nombre d'éléments relatifs à ce dossier sont couverts par le secret des affaires.

Je note que le titre de la consultation porte à confusion, puisqu'il indique que la CRE « *consulte les acteurs du marché* ». Pour ma part j'ai considéré qu'il s'agit d'une consultation ouverte à toutes les parties prenantes. En effet, il est question d'augmenter le tarif d'acheminement pour que les gestionnaires de réseau de distribution (GRD) versent des centaines de millions d'euros aux fournisseurs. Cette opération se veut neutre pour les GRD mais l'ensemble des parties prenantes et notamment **les consommateurs ont le droit de savoir pourquoi le tarif d'acheminement va facialement augmenter sans que le Distributeur puisse disposer de ressources supplémentaires pour investir sur le réseau de distribution** et donc améliorer la qualité du service rendu aux consommateurs finals.

Le communiqué de presse de la CRE en date du 12 mai 2017 affirme que cette opération sera « *sans conséquence pour les utilisateurs* ». Nul doute que cette affirmation se révélera correcte pour les consommateurs bénéficiant (pour combien de temps encore ?) des tarifs réglementés de vente (TRV), puisque ces derniers sont désormais déterminés par la CRE.

En revanche, je considère que cette affirmation est plus qu'optimiste pour les clients en offre de marché, et notamment pour les entreprises et les collectivités locales. Ces derniers seront d'ailleurs ravis d'apprendre que cette dîme bénéficiera notamment à des activités off-shore (voir le point 7).

Par ailleurs, sauf erreur de ma part, cette mécanique de commissionnement est sans équivalent dans le monde de l'énergie. La France semble une fois de plus être un point singulier en Europe, sans que cette singularité ne relève des missions de Service Public.

Enfin cette mécanique risque fort de renforcer l'opacité des factures d'énergie, en opposition avec les travaux de la Commission européenne et du Parlement européen sur le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens »<sup>1</sup>, et notamment l'objectif « Adopter des mesures équitables pour le consommateur », lequel indique<sup>2</sup> : « *Les consommateurs disposeront d'une meilleure information au sujet de leur consommation d'énergie et des coûts associés grâce à des factures d'électricité lisibles. Les fournisseurs devront afficher de manière claire les informations de base sur chaque facture et indiquer le coût de l'énergie, de l'acheminement et des taxes et prélèvements de la même manière pour plus de clarté.* »

Les points 1 à 12 développés dans les pages qui suivent détaillent les éléments qui posent problème dans cette consultation, depuis le rapport de PMP qui – avec ses tableaux de chiffres blanchis – ressemble au catalogue d'une exposition d'art minimaliste, jusqu'à la modification surprise de la composante CARD des clients BT ≤ 36 kVA pour justifier un commissionnement de 6,50 € alors qu'il devrait être très inférieur à 6 € (l'impact de cette seule mesure sera de 2,9 M€ en 2018).

**Avec un tel niveau, le contrat unique ne doit plus être une fatalité, car il constituerait un abus de position dominante de la part des fournisseurs. L'intérêt des usagers doit primer !**

Le TURPE HTA/BT embarque l'acheminement transport (lequel va augmenter de 6,76 % dans l'indifférence générale) et désormais une composante de commissionnement fournisseur. Quand et comment les ménages français seront-ils informés de la composition de leur acheminement, et de la destination de l'argent qu'ils versent ?

**En attendant, les observateurs auront beau jeu de voir en Enedis un distributeur qui ne maîtriserait pas ses coûts et qui amputerait le pouvoir d'achat des Français.**

Comme je l'ai écrit à votre prédécesseur, les TURPE successifs ont rendu la situation des agents d'Enedis insupportable. TURPE 3bis, 3ter et 4 ont fait croître le nombre de signalements de risques psycho-sociaux. Avant même sa mise en œuvre, **TURPE 5 est déjà en train de rendre explosive la situation sociale d'Enedis**. Cette consultation est vécue comme une ultime provocation alors que, pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être du Service Public conçu par le Conseil National de la Résistance, la CFE-CGC Energies s'est vue dans l'obligation de déposer un recours contre TURPE 5.

Le Président Marcel BOITEUX a prédit que nous boirions le calice de l'ouverture du marché jusqu'à la lie. Je crains malheureusement qu'il ait plus que raison aujourd'hui.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations.



---

<sup>1</sup> <https://ec.europa.eu/energy/en/news/commission-proposes-new-rules-consumer-centred-clean-energy-transition>

<sup>2</sup> « *Consumers will be provided with better information about their energy consumption and their costs through clear electricity bills. Suppliers will have to prominently display basic information on every bill, and report energy costs, network charges and taxes/levies in the same way for clarity* ». Source : [https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/technical\\_memo\\_marketsconsumers.pdf](https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/technical_memo_marketsconsumers.pdf)

## 1. Encore une victoire pour Direct Energie

Depuis le début de son activité, et profitant des attermolements des Pouvoirs Publics, Direct Energie a lancé un nombre élevé d'actions en justice envers Enedis. Le sujet du commissionnement fournisseur est à l'évidence un nième cheval de bataille de Direct Energie, qui a déployé une énergie considérable pour qu'une partie de son chiffre d'affaires soit d'une manière ou d'une autre régulée donc exempte de prise de risque.

Dans l'observatoire des marchés de détail de l'électricité et du gaz, 4<sup>ème</sup> trimestre 2016<sup>3</sup>, la CRE liste 32 fournisseurs d'électricité actifs sur le marché français, mais un seul mobilise l'attention par son activité juridique. Je note que jusqu'à un passé récent la plupart des fournisseurs n'avaient pas de revendication en termes de commissionnement, respectant ainsi les règles édictées lors des travaux relatifs à l'éligibilité totale des clients, lesquels ont consacré la suprématie du Contrat Unique (CU).

Dans un article de presse récent, intitulé *La guérilla juridique de Direct Energie*<sup>4</sup>, cette entreprise se vante que sa « *direction juridique et réglementaire peut à ce titre être considérée comme un centre de profit* », que « *La modification des contrats [GRD-F] consécutive à ces décisions a permis de desserrer l'étau sur la concurrence en nous donnant un peu d'oxygène* » et que « *Ces victoires ont optimisé l'espace économique des fournisseurs alternatifs.* »

Les agents d'Enedis sont choqués par ces propos, d'autant plus que Direct Energie affiche des résultats 2016 éloquents<sup>5</sup> : « 782 000 sites clients acquis en France / +66,5 % de croissance du chiffre d'affaires à 1 692,4 M€ / Résultat Opérationnel Courant multiplié par 2,6 à 86,8 M€ ». Les résultats du premier trimestre 2017 continuent sur la même lancée : « *Poursuite de la forte croissance de l'activité : + 25,7 % / Record d'acquisitions clients : 240.000 nouveaux sites* » au premier trimestre 2017<sup>6</sup>.

Les agents d'Enedis perçoivent bien la "retenue" du « *un peu d'oxygène* », et constatent « *l'optimisation de l'espace économique* » au bénéfice des actionnaires de ce fournisseur<sup>7</sup>. Mais aujourd'hui ils sont aujourd'hui usés par ce spectacle caricatural qui révèle l'échec total de la libéralisation de secteur de l'énergie décidée "dans l'intérêt des consommateurs".

Ils attendent un minimum de considération : le respect mutuel exige de la réciprocité. Ils sont soumis à un Code de Bonne Conduite ; et bien il est grand temps que les fournisseurs soient eux-aussi soumis à un Code de Bonne Conduite.

Au-delà, les agents d'Enedis demandent que toutes les parties prenantes inscrivent leurs actions dans le cadre de l'article L.100-1 du Code de l'Energie, lequel définit la politique énergétique de la France. **La libéralisation du secteur de l'énergie ne peut se faire au détriment de l'intérêt supérieur de la Nation.**

---

<sup>3</sup> Source : <http://www.cre.fr/media/fichiers/marches/consulter-l-observatoire-des-marches-de-detail-du-4e-trimestre-2016> pages 13 et 14.

<sup>4</sup> <https://business.lesechos.fr/directions-juridiques/droit-des-affaires/contentieux/0211429236581-la-guerilla-juridique-de-direct-energie-301656.php>

<sup>5</sup> [http://groupe.direct-energie.com/fileadmin/Metiers/Groupe/Investisseurs/communiques-financiers/2017/Direct\\_Energie\\_-\\_CP\\_Resultats\\_annuels\\_2016.pdf](http://groupe.direct-energie.com/fileadmin/Metiers/Groupe/Investisseurs/communiques-financiers/2017/Direct_Energie_-_CP_Resultats_annuels_2016.pdf)

<sup>6</sup> [http://groupe.direct-energie.com/fileadmin/Metiers/Groupe/Investisseurs/communiques-financiers/2017/2017\\_05\\_10\\_-\\_CP\\_CA\\_T1\\_2017.pdf](http://groupe.direct-energie.com/fileadmin/Metiers/Groupe/Investisseurs/communiques-financiers/2017/2017_05_10_-_CP_CA_T1_2017.pdf)

<sup>7</sup> Les actionnaires de Direct Energies sont listés ici : <http://groupe.direct-energie.com/qui-sommes-nous/notre-organisation/actionnariat/>

## 2. Contrat unique et contrat CARD

L'étude du cabinet PMP, commanditée par la CRE, liste un certain nombre d'actions réalisées par les fournisseurs dans le cadre des activités de gestion de clientèle, en étudiant la situation du CU et une situation dite « contrefactuelle », qui correspond peu ou prou à la situation des Contrat d'Accès au réseau de Distribution (CARD).

Cette étude décrit au §4.1.2 le périmètre des activités : 1) la gestion des demandes client, 2) la facturation, 3) le traitement des impayés, 4) la gestion des encaissements et reversements.

Cependant, que le client soit en CU ou en CARD, le fournisseur devra effectuer les opérations de facturation, de traitement des impayés et d'encaissement pour la fourniture d'électricité et pour les taxes. Le surcoût pour le fournisseur de rajouter l'acheminement calculé par Enedis ne peut donc être que **proche de zéro**. S'il y a un impayé, il concerne simultanément la part fourniture, la part acheminement et les taxes. Le surcoût de traitement des impayés pour la part acheminement est donc **proche de zéro** lui aussi.

Quant à la gestion des demandes clients, le document évoque un taux de contact plus élevé pour les clients en offre de marché. Cependant Enedis offre le même service à tous les clients. Le GRD ne peut donc pas être tenu responsable de la fréquence de contacts entre le client et le fournisseur. La CRE a d'ailleurs souligné que ce commissionnement doit être indépendant de la stratégie commerciale des fournisseurs.

## 3. Coût marginal pour le GRD

La structure des clients d'Enedis est la suivante :

Données 2017	Nb de consommateurs <sup>8</sup>	Pourcentage de CARD	Pourcentage de CU
BT inf 36	35 715 665	< 0,001 %	> 99,999%
BT sup 36	389 649	< 0,1 %	> 99,9%
HTA	90 571	< 5 %	> 95%
<b>TOTAL</b>	<b>36 195 885</b>	<b>&lt; 0,01%</b>	<b>&gt; 99,99%</b>

On voit clairement que les clients CARD sont totalement minoritaires. Ceci implique que **le coût marginal d'Enedis par client CARD est extrêmement élevé**.

La CRE elle-même a traduit cet écart dans les TURPE successifs. Les tableaux ci-après reprennent la composante annuelle de gestion des TURPE 2 à 5 et de cette consultation, en euros courants.

Clients HTA	TURPE 2 01/01/2006	TURPE 3 01/08/2009	TURPE 3ter 01/08/2013	TURPE 4 01/01/2014	TURPE 5 01/08/2017	Consultation 01/01/2018
<b>CARD</b>	622,00 €	640,92 €	698,16 €	723,24 €	429,96 €	325,40 €
<b>CU</b>	60,00 €	61,80 €	67,44 €	69,84 €	200,04 €	287,10 €
<b>Ecart</b>	562,00 €	579,12 €	630,72 €	653,40 €	229,92 €	38,30 €
<b>Ratio CU/CARD</b>	10 %	10 %	10 %	10 %	47 %	88 %

<sup>8</sup> Délibération TURPE 5 HTA/BT du 17 novembre 2016, page 77.

Clients BT > 36 kVA	TURPE 2 01/01/2006	TURPE 3 01/08/2009	TURPE 3ter 01/08/2013	TURPE 4 01/01/2014	TURPE 5 01/08/2017	Consultation 01/01/2018
<b>CARD</b>	300,00 €	309,12 €	336,84 €	348,84 €	200,04 €	225,40 €
<b>CU</b>	48,00 €	49,56 €	54 €	55,92 €	99,96 €	187,10 €
<b>Ecart</b>	252,00 €	259,56 €	282,84 €	292,92 €	100,08 €	38,30 €
<b>Ratio CU/CARD</b>	16 %	16 %	16 %	16 %	50 %	83 %

Clients BT ≤ 36 kVA	TURPE 2 01/01/2006	TURPE 3 01/08/2009	TURPE 3ter 01/08/2013	TURPE 4 01/01/2014	TURPE 5 01/08/2017	Consultation 01/01/2018
<b>CARD</b>	30,00 €	30,84 €	33,60 €	34,80 €	12,96 €	14,90 €
<b>CU</b>	7,80 €	8,04 €	8,64 €	9,00 €	6,96 €	13,50 €
<b>Ecart</b>	22,20 €	22,80 €	24,96 €	25,80 €	6,00 €	1,40 €
<b>Ratio CU/CARD</b>	26 %	26 %	26 %	26 %	54 %	91 %

On notera que la CRE était particulièrement constante pendant 8 ans, mais TURPE 5 présente une inflexion et la proposition contenue dans la présente consultation traduit un changement complet de paradigme.

#### 4. Proposition de composante de gestion CARD et CU pour les clients haut de portefeuille

Dans TURPE 5, la composante CARD est de 100,08 € pour les clients BT > 36 kVA, et 229,92 € pour les clients HTA. La présente consultation remplace les montants différenciés par une valeur unique de 125,40 €. De même, la proposition de commissionnement pour les clients BT > 36 kVA et HTA est la même : 87,10 €.

On constate donc une évolution de la CRE, alors que les clients concernés vont du boulanger au centre commercial, de la mairie à l'usine. La CRE peut-elle expliquer cette évolution de structure, alors que **le TURPE doit faire porter par chaque catégorie de clients les coûts qu'elle génère ?**

L'étude comparative des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité en Europe, commanditée par la CRE dans le cadre de TURPE 5 donne le coût de l'acheminement de TURPE 4 pour 6 catégories de clients haut de portefeuille, avec et sans la part transport. Le tableau ci-dessous montre l'impact du commissionnement fournisseur sur les clients en CU vis-à-vis de TURPE 4<sup>9</sup> :

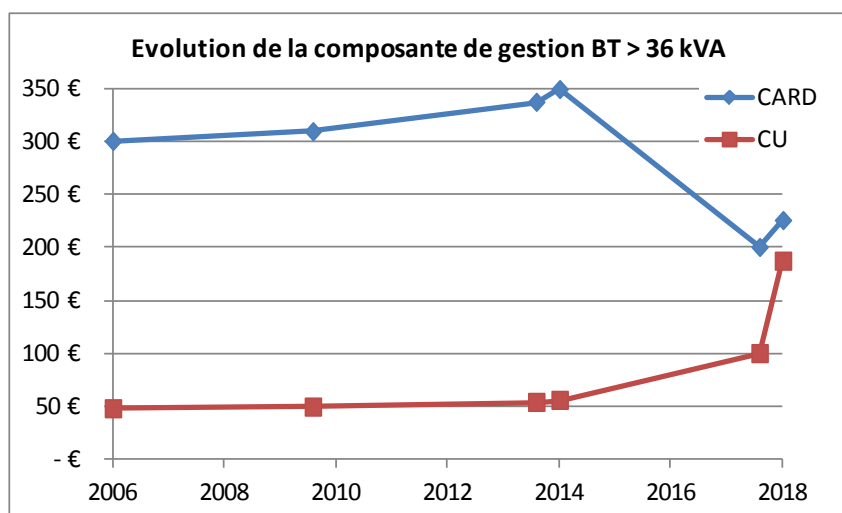
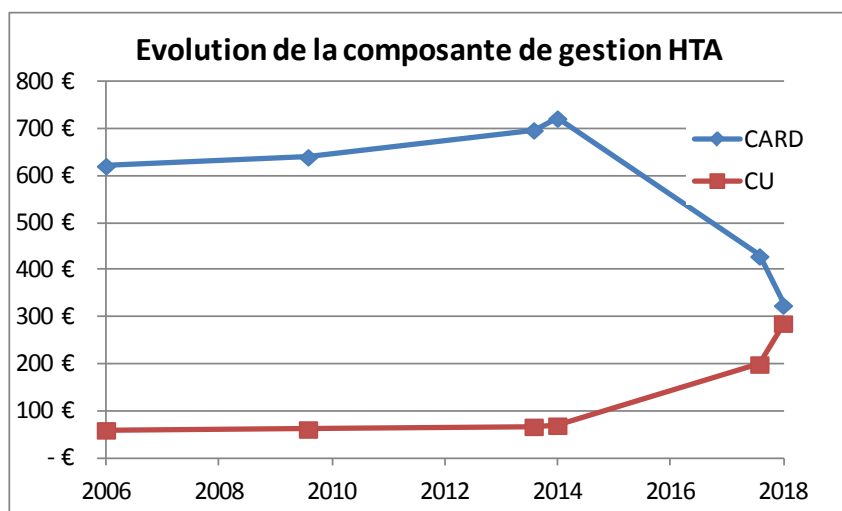
Coût annuel (€ HT / an)	Eclairage public	Entreprise 50 MWh	Entreprise 400 MWh	Industrie 1,25 GWh	Industrie 10 GWh	Industrie 24 GWh
<b>TURPE 4 avec RTE</b>	5 519 €	1 996 €	9 716 €	24 732 €	187 081 €	424 690 €
<b>Impact du com- missionnement</b>	5 607 €	2 083 €	9 803 €	24 819 €	187 168 €	424 777 €
	+ 1,6 %	+ 4,4 %	+ 0,9 %	+ 0,4 %	+ 0,0 %	+ 0,0 %
<b>TURPE 4 sans RTE</b>	3 775 €	1 377 €	6 675 €	9 744 €	73 710 €	167 328 €
<b>Impact du com- missionnement</b>	3 862 €	1 464 €	6 762 €	9 832 €	73 797 €	167 415 €
	+ 2,3 %	+ 6,3 %	+ 1,3 %	+ 0,9 %	+ 0,1 %	+ 0,1 %

<sup>9</sup> Etude comparative des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité en Europe, Schwartz & Co, pages 38-39 et 42-43.

Ce commissionnement fait porter un poids plus important sur les artisans et collectivités, tandis qu'il sera proportionnellement beaucoup plus limité sur les grosses entreprises. La suppression des TRV jaunes et verts ne permet pas de mesurer l'impact sur la facture globale. L'impact de cette augmentation sur les clients haut de portefeuille dépendra de la stratégie commerciale des fournisseurs.

Le document de la consultation mentionne que « *les coûts sont in fine supportés par les utilisateurs des réseaux* ». **Cette affirmation est tout à fait juste.** Dans ce cadre, il serait instructif pour la CRE d'observer non seulement l'évolution de la facture des particuliers, des petits professionnels, des entreprises et des collectivités locales, mais aussi la communication des fournisseurs vers leurs clients au sujet du TURPE et au sujet de ce commissionnement ...

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution de la composante de gestion CARD et CU pour les deux segments du haut de portefeuille.



Il est fort probable que l'immense majorité des clients concernés n'ont aucune information au sujet de la convergence amorcée avec TURPE 5 et qui va se poursuivre si la CRE valide les données présentées dans sa consultation. Ils ignorent probablement aussi l'existence d'un schéma à deux contrats avec un contrat de fourniture et un contrat CARD.

**Les clients doivent être informés que le contrat unique n'est pas une fatalité, et qu'ils ont le choix non seulement du fournisseur, mais aussi du schéma contractuel.** C'est la raison pour laquelle je propose qu'une vaste campagne d'information soit menée sous l'égide de la CRE (voir le point 10).

## 5. Proposition de composante de gestion CARD et CU pour les clients BT ≤ 36 kVA

Pour servir une infime partie des clients BT ≤ 36 kVA, la CRE a déterminé que cela coûte 6 € à Enedis<sup>10</sup>. Les fournisseurs, eux, opèrent la gestion client d'Enedis pour 99,999 % des clients. Le coût marginal pour les fournisseurs pour un client CU devrait donc nécessairement être bien plus faible que le coût évité par Enedis (les fameux 6 €). Cependant, **contre toute attente, la CRE propose un commissionnement fournisseur supérieur à ce montant !**

Et pour permettre ceci en respectant le principe énoncé que « *le montant de la rémunération des fournisseurs* » se situe « *dans la limite des coûts évités par les GRD pour la réalisation de ces prestations* »<sup>11</sup>, on constate que la consultation fait augmenter la composante CARD de 6 € à 7,90 €. Grâce à cette modification de la composante CARD pour les clients BT ≤ 36 kVA, **tous les clients en contrat unique se verront facturer en 2018 un commissionnement supérieur au surcoût CARD calculé par la CRE en 2016.**

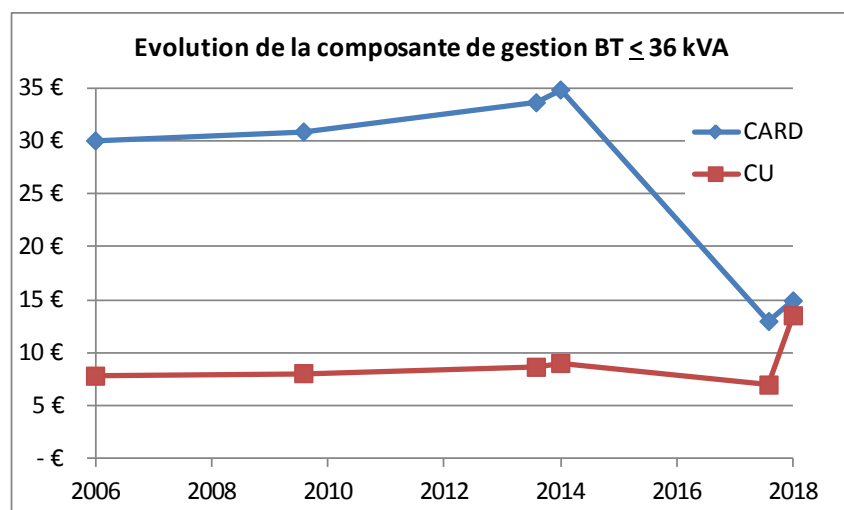
Pour les clients particuliers au tarif base 6 kVA, la facture moyenne annuelle est de 444 €, et l'acheminement représente 29 % de sa facture<sup>12</sup>, soit 128,76 €. L'augmentation proposée dans cette consultation représente 5 % de l'acheminement, ou bien encore 1,5 % de la facture totale.

Ces clients particuliers vont constater une augmentation de la composante acheminement de leur facture, alors même que TURPE 5 HTA/BT (sous l'effet conjugué du transfert de charges des clients HTA et BT > 36 kVA vers les clients BT ≤ 36 kVA, et de la prise en compte de l'augmentation de 6,76 % de TURPE 5 HTB) va peser lourdement sur cette même catégorie de clients.

**Et les observateurs pourront encore blâmer Enedis pour des évolutions tarifaires qui ne lui apporteront aucune ressource supplémentaire.**

Qui peut croire qu'un fournisseur alternatif qui externalise et fait de l'off-shore (voir point 7) présente un coût marginal de traitement supérieur à celui d'Enedis pour une infime partie des clients ? **Où est l'intérêt des clients finals ?**

Le graphique ci-dessous montre bien que **le prétexte d'un contrat unique pour offrir le meilleur prix au client n'est plus vrai**. Si l'ensemble des clients particuliers payaient une facture d'acheminement directement au GRD (situation qui existe notamment en Irlande), nul doute que la CRE exigerait encore une baisse du coût unitaire CARD, et les clients ne subiraient pas la rente injuste que les fournisseurs exigent.



<sup>10</sup> Délibération TURPE 5 HTA/BT du 17 novembre 2016, page 86.

<sup>11</sup> Communiqué de presse de la CRE du 12 mai 2017.

<sup>12</sup> Source : <http://www.cre.fr/media/fichiers/marches/consulter-l-observatoire-des-marches-de-detail-du-4e-trimestre-2016> pages 19 et 21.

## 6. Montants mis en jeu

Sur la base du nombre de clients indiqué dans la consultation TURPE 5, et des informations sur les pourcentages de clients aux TRV<sup>13</sup> on obtient :

Catégories de clients	Nb de consommateurs	Commissionnement fournisseur 2018	Projection 2022 à clients constants
<b>BT ≤ 36 kVA</b>	35 715 665		
<i>dont aux TRV</i>	30 009 746	123 M€	232 M€
<i>dont offre marché</i>	5 705 919	37 M€	
<b>BT &gt; 36 kVA</b>	389 649	34 M€	34 M€
<b>HTA</b>	90 571	8 M€	8 M€
<b>TOTAL</b>	<b>36 195 885</b>	<b>202 M€</b>	<b>274 M€</b>

La facture du commissionnement fournisseur se situe entre 200 et 275 M€. Pour les clients aux TRV, cette opération sera probablement neutre sur leur facture, mais pour les clients en offre de marché, l'intérêt affiché par les fournisseurs laisse présager une augmentation de la facture des clients, synonyme de marge complémentaire avec effet direct sur le résultat net, donc le dividende.

Pour l'année 2018, le surcoût du passage de 6 € à 6,50 € du commissionnement fournisseur relatif aux clients BT ≤ 36 kVA en offre de marché s'élève à 2,9 M€.

Et comme je l'indique plus haut, les fournisseurs pourraient facilement faire valoir qu'ils seraient les victimes impuissantes d'une augmentation de l'acheminement par un GRD prétendument irresponsable.

**Et les observateurs ne manqueront pas s'interroger sur ces centaines de millions alors que la précarité énergétique touche 14 % des ménages français<sup>14</sup>.**

## 7. Un commissionnement pour financer des activités externalisées, voire délocalisées

L'étude PMP a l'intérêt de documenter le sujet de l'externalisation de la relation client. On apprend que le taux d'externalisation du traitement des demandes clients est de 80 % sauf pour le fournisseur historique.

Le rapport précise à la page 20 que « *L'hypothèse d'une externalisation off-shore a été écartée pour le GRD ; il s'agit en effet d'une pratique d'externalisation encore limitée à certains fournisseurs alternatifs.* »

On en déduit que donc les 202 M€ versés par Enedis en 2018 serviront partiellement à financer une activité délocalisée, dans des pays à bas coût (la note 19 page 23 évoque un coût abaissé de 35 % !).

**Il est choquant que le tarif TURPE 5, par le truchement de ce commissionnement fournisseur, contribue à financer le dumping social mis en œuvre par certains fournisseurs, au moment où le combat pour l'emploi en France est la priorité numéro 1 des Pouvoirs Publics.**

**Il serait moralement juste de conditionner le versement de ce commissionnement fournisseur, défini par une Autorité administrative indépendante de la République française, à un rapatriement en France des activités qu'il finance.**

<sup>13</sup> Source : <http://www.cre.fr/media/fichiers/marches/consulter-l-observatoire-des-marches-de-detail-du-4e-trimestre-2016-page-10>. Prise en compte des C5<sub>pro</sub> et C5<sub>part</sub> au prorata des volumes indiqués et de leurs pourcentages respectifs aux TRV

<sup>14</sup> Source : [http://www.onpe.org/sites/default/files/pdf/tableau\\_de\\_bord/chiffres-cles-precarite-energetique-novembre2016.pdf](http://www.onpe.org/sites/default/files/pdf/tableau_de_bord/chiffres-cles-precarite-energetique-novembre2016.pdf)



## 8. Traitement du passé

La CRE propose un traitement pour la période antérieure au 01/01/2018, tout en indiquant être vigilante quant aux possibles effets d'aubaine pour les fournisseurs. **Je ne peux que souscrire à cette prudence.** En effet j'ai bien compris l'impact des décisions des différentes juridictions. Alors que les comptes des énergéticiens européens sont dans le rouge, il est tentant de vouloir récupérer facilement du cash au nom d'une prétendue rétroactivité pour mieux servir ses actionnaires. Il reste à savoir s'ils seront sensibles au côté immoral d'une telle démarche et si leurs actionnaires apprécieront l'impact image associé à ces revenus mal acquis.

Par ailleurs, je me pose la question des montants exorbitants qu'Enedis a dû verser à Direct Energie depuis 2012. Les montants par clients sont en effets bien supérieurs à ceux estimés par PMP, et à ceux proposés par la CRE dans la présente consultation. Rien qu'au titre de la période 01/10/2015-30/09/2016, les montants présentés dans la consultation du 3 mai 2016, correspondent à un commissionnement de plus de 20 € par client BT ≤ 36 kVA.

## 9. Périmètre de la prestation

La page 7 de la présente consultation indique : « [...] *choix des paramètres tarifaires : le fournisseur choisit ou relaie les demandes de l'utilisateur concernant les paramètres du tarif de réseau choisi (option tarifaire, puissance souscrite, etc.) [...]* »

Je souhaite soulever un point, en lien avec la question que j'ai adressée à la CRE le 24 septembre 2015 dans ma réponse à la consultation du 22 juillet 2015 : « *Combien de clients C5 connaissent-ils aujourd'hui la version du tarif qui leur est appliquée par leur fournisseur ? Pourront-ils demain exercer un choix sur la version du TURPE ou bien les fournisseurs continueront-ils à l'imposer ?* »

Je considère en effet que les consommateurs particuliers mais aussi une partie du haut de portefeuille n'a aucune maîtrise des options tarifaires du TURPE que leur fournisseur choisit et indique à Enedis. **C'est la raison pour laquelle il me semble nécessaire que le Distributeur porte directement à la connaissance des clients les options de TURPE qui leurs sont appliquées et le coût de l'acheminement associé.**

Pour les clients BT ≤ 36 kVA, ceci pourrait se faire progressivement grâce à l'espace Linky qu'ils auront ouvert au fur et à mesure du déploiement du programme. Ils pourraient ainsi comparer ce qu'Enedis facture à leur fournisseur en leur nom, et ce que les fournisseurs indiquent dans les factures en contrat unique.

Note : Il va sans dire que le délai pour une telle mise en œuvre devrait impérativement tenir compte des faibles ressources accordées par TURPE 5 !

## 10. Nécessité d'une campagne d'information

Je considère que les consommateurs particuliers, les professionnels et les collectivités ont droit à une information claire, précise et compréhensible au sujet du tarif d'acheminement. Tout le monde s'accorde pour dire que les consommateurs éprouvent des difficultés à lire leur facture et à en comprendre les évolutions.

Les consommateurs ont le droit de connaître le sujet du commissionnement fournisseur, que je qualifie de surréaliste. **Les décisions de justice continuent de me stupéfier, mais elles existent. Et bien rendons-les publiques !** Et expliquons aux consommateurs où va leur argent, et à quoi ils ont droit pour ce prix-là !

La CRE doit jouer un rôle moteur dans cette campagne d'information envers toutes les catégories de clients.

## 11. Niveau du commissionnement

La présente consultation indique que « *la rémunération des fournisseurs ne doit pas générer une rentabilité excessive de l'activité de gestion des clients en contrat unique pour un fournisseur normalement efficace* ». **Je suis tout à fait d'accord avec cette affirmation.** Encore une fois, je suis très interrogatif vis-à-vis du niveau proposé par cette consultation.

Soit cela coûte réellement 6,50 € par client particulier et par an pour les fournisseurs alternatifs, mais alors c'est un camouflet pour ceux qui refusent d'être dans la branche des Industries Electriques et Gazières, puisqu'ils ne sont pas capables de faire mieux et moins cher que les agents du Service Public (même en délocalisant !). Dans ce cas, la CRE ne doit pas hésiter et, pour favoriser la concurrence, il faut libérer les fournisseurs de ce fardeau en demandant à Enedis de reprendre sa gestion de la relation client en direct. Si les chiffres des fournisseurs sont sincères et fidèles, ces derniers ne devraient pas protester ...

Soit ce montant ne correspond pas à la réalité des coûts exposés. Mais alors les agents d'Enedis comptent sur la CRE pour réviser ce montant et minimiser la rentabilité de cette activité accessoire des fournisseurs (le code APE 3514Z indique « Commerce d'électricité », et non « Activités de service pour le compte des gestionnaires de réseau de distribution »).

## 12. Retour d'expérience et vérification du dispositif

En complément, il me semble nécessaire que la CRE prévoie dès maintenant un retour d'expérience, avec une vérification de la réalité des coûts. Et pour faciliter son travail de contrôle, la CRE pourrait exiger une évolution de la comptabilité analytique des fournisseurs afin de séparer les coûts imputables à la gestion pour le compte du GRD, plutôt que d'appliquer des règles de trois approximations.

Dans tous les cas, il me semble indispensable que les fournisseurs présentent à la CRE des données certifiées par leurs commissaires aux comptes. Des données purement déclaratives, qui n'engagent pas les déclarants, ne devraient avoir aucune valeur.

Les clients, qu'ils soient consommateurs particuliers, acteurs économiques ou collectivités locales, méritent ce contrôle.

Comme vous l'avez déclaré dernièrement, « *La concurrence c'est bien si elle remplit au moins l'un des quatre objectifs suivants. Si elle favorise l'intégration européenne [...] Si elle favorise l'industrie française ou européenne ou encore si elle favorise l'innovation, là aussi, française ou européenne. [...] Enfin, si la concurrence favorise le consommateur domestique et industriel selon la matrice sécurité d'approvisionnement/prix.* »<sup>15</sup>

Depuis vingt ans et la première directive européenne dans le domaine de l'énergie, les agents du Service Public sont les gardiens vigilants de l'intérêt général. Ils souhaitent que l'issue de cette consultation traduise concrètement vos propos, dans l'intérêt de la France et des Français.

---

<sup>15</sup> Enerpresse n°11830, du 24 mai 2017, page 10.